

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46506

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Gábor BÁTONYI, *Britain and Central Europe, 1918–1933*, Oxford (Clarendon Press) 1999, 240 p. (Oxford Historical Monographs).

M. Bátonyi retrace les méandres de la politique menée par la Grande-Bretagne en Europe centrale pendant les années du premier après-guerre immédiat, une époque où les grandes puissances victorieuses pensaient encore avoir la liberté de procéder à des options déterminées en fonction d'objectifs voulus. Dès le lendemain des armistices signés sur les divers théâtres d'action européens, la Grande-Bretagne a en effet tenté de rendre à une région en pleine turbulence un peu de sa cohérence perdue et, pour cela, elle s'est engagée dans des stratégies successives dont les accords de Locarno, en ultime initiative devaient consacrer l'échec. Néanmoins, et les documents des archives diplomatiques britanniques cités à l'appui en témoignent, le gouvernement britannique s'est efforcé de conserver en Europe centrale un équilibre économique, commercial et financier indispensable à sa viabilité. Il n'abandonna ses tentatives qu'en 1933, lorsque les répercussions de la crise générale dans la région en démontrèrent l'inanité, tandis que d'autre part, venant d'Allemagne, les changements qui menaçaient les traités de paix réduisaient encore plus les marges d'option restées ouvertes aux grandes puissances.

La présentation des écoles de pensée qui coexistaient au *Foreign Office* en 1918 souligne les choix possibles. La première, attachée à l'élément pondérateur que constituait l'Empire austro-hongrois, cherchait à recréer la libre-circulation des biens et des personnes qui pourraient sauver de l'asphyxie des régions jadis unies par des voies de circulation et des échanges complémentaires. Sous cet angle, plusieurs politiques ont été esquissées successivement.

D'abord, un fort courant plaïda pour que l'on rendît à Vienne, et à l'Autriche, sa fonction de métropole; l'orientation politique des premiers gouvernements autrichiens ne permit pas d'y revenir. Ensuite, la Hongrie, après la fin de l'intermède des Soviets, bénéficia au *Foreign Office* de sympathies sérieuses parmi les diplomates chevronnés. Elle semblait pouvoir être un point d'appui solide contre la menace, bolchevique d'abord, mais très rapidement aussi contre les ambitions jugées exagérées d'États nouvellement créés, dotés de minorités plus ou moins irrédentes, une configuration nouvelle dans laquelle la France avait joué un rôle important. Après la tentative de restauration des Habsbourg, à laquelle Londres ne pouvait souscrire, le dessein fut abandonné. Un autre courant enfin, représenté par Seton-Watson défendait le principe des nationalités, garant de démocratie pour l'avenir: la jeune Tchécoslovaquie disposa en conséquence d'un crédit de sympathies quasi illimité.

L'action britannique balançait donc entre ceux qui voulaient prendre appui sur la Hongrie et ceux qui misaient sur la Tchécoslovaquie, et s'engagera tour à tour dans les deux voies, changeant de voie, semble-t-il, lorsque, sous l'action de paramètres nouveaux, les gouvernements considérés s'écartaient du modèle prévu. A la complexité du contexte géopolitique dont devait tenir compte la politique britannique s'ajoutait la méfiance extrême qu'inspirait aux Britanniques la diplomatie française dans la région.

Même si son action n'était pas aussi monolithique qu'on voulait le croire, la France n'en apparaissait pas moins comme une rivale redoutable. Or, et c'est là ce que l'on regrette, la politique française n'est ni présentée ni définie dans ses objectifs. Elle plane omniprésente sur les développements décrits, et en particulier en ce qui concerne la Hongrie, dont le cas est au cœur de l'ouvrage, mais l'auteur pour l'évoquer s'appuie sur une source hongroise aux conclusions de laquelle l'étude des documents diplomatiques français ne permet pas de souscrire. Les deux premiers volumes de documents parus pour l'année 1920 offrent enfin la possibilité de recourir aux sources. L'auteur reprend en effet la thèse d'un soit-disant projet français de confédération danubienne que rien ne conforte. S'il y a eu, au printemps de l'année 1920 des conversations franco-hongroises, leur importance a été exagérée par les personnalités hongroises qui ont cherché à les orienter vers la révision du traité de Trianon.

L'auteur évoque par ailleurs, pour la déplorer, la hantise française de se trouver des alliés dans la région. C'est ignorer la défiance et les atermoiements avec lesquels Paris cède aux demandes polonaises d'alliance et minimiser le rôle de la guerre polono-russe qui a servi de catalyseur aux politiques des États considérés. En ce sens, la Petite Entente répondait à l'intérêt britannique, et l'auteur souligne à juste titre qu'on avait pensé, que la politique de rapprochement opérée par Bénès avec la Yougoslavie et la Roumanie pouvait être une action entreprise contre la France. On doit ajouter qu'on l'avait, l'espace d'un moment, compris ainsi à Paris. On n'en lit qu'avec plus d'intérêt les développements sur l'ambiguïté de la politique étrangère, très personnelle, de Bénès et le jeu de balance qu'il pratiqua entre Paris et Londres (en cédant d'ailleurs à la tentation de s'en prévaloir!).

Car, les réserves sur l'omniprésent contexte faites, il s'agit d'une monographie utile du point de vue des courants de pensée dans la diplomatie britannique et ainsi que des données, retracées avec précision sur les relations bilatérales entre le gouvernement britannique et les gouvernements des États-successeurs, en particulier lorsqu'il s'agit des tentatives de redressement financier ou bancaire pour le compte d'États en faillite. Le chapitre concernant les accords de Locarno et l'attitude du gouvernement britannique face à la désaffection qui s'en suit pour son image dans la région est extrêmement utile pour juger de réactions similaires à la fin de la décennie suivante. Le détail des responsabilités respectives prises par les personnalités britanniques dans l'élaboration de la politique en fait un excellent exemple de l'élaboration des processus décisionnels.

Anne HOGENHUIS, Boulogne

Robert BOYCE (Hg.), *French Foreign and Defence Policy, 1918–1940. The decline and fall of a great power*, London (Routledge) 1998, 294 p. (Routledge Studies in Modern European History, 2).

In einer gelungenen Mischung von renommierten, für ihre Untersuchungen zum Thema bekannten Fachleuten und jüngeren Historikern wendet sich das Unternehmen dieses Bandes in seinen Leitgedanken zum einen gegen tradierte, oft nicht mehr hinreichend durchdachte Kritik an der französischen Sicherheits- und Außenpolitik zwischen dem Sieg von 1918 und der Niederlage von 1940 – nach wie vor eines der wesentlichen Probleme in der Geschichte internationaler Politik der ersten Jahrhunderthälfte –, insbesondere gegen ihre zu einseitige Betrachtung aus einzelnen Entscheidungskonstellationen heraus, also von außen und ohne hinreichende Berücksichtigung der inneren Zusammenhänge in der längerfristigen Entwicklung Frankreichs, zum anderen wendet es sich gegen eine ungeprüfte Hinnahme von Urteilen, die von einem Verfall der Macht, der Energie und geistigen Spannkraft zur Bewältigung großer Schwierigkeiten sprechen. Die verbindende Konzeption der thematisch und im Ansatz weitgestreuten Fallstudien betont demgemäß die französische Politik als eigenen Prozeß, betont die inneren und äußeren Bedingungen politischen Handelns, die Spielräume und Zwangslagen, das Maß an politischer Beweglichkeit, Anpassungsfähigkeit und Gestaltungskraft. Das ist wissenschaftlich gut begründet, ja eine dringende Aufgabe. Sie wird im großen und ganzen kompetent und aufschlußreich gelöst: Die Verhältnisse und Entscheidungslagen waren für die französischen Politiker häufig sehr viel schwieriger, der Wille und die Fähigkeit, zu neuen angemessenen Lösungen zu kommen, stärker als im allgemeinen angenommen (wobei in Verteidigung der französischen Politik des Guten stellenweise zuviel getan wird). In einem nächsten Schritt wäre herauszuarbeiten, wie Frankreich als führende, allerdings auch überforderte Großmacht geradezu beispielhaft ist für eine auch sonst in jener Zeit zu beobachtende Kumulierung von Schwierigkeiten und widersprüchlichen Aufgaben als Folge eines enormen Strukturwandels internationaler Politik und ihrer politischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Grundlagen.